

Edward BEST, Thomas CHRISTIANSEN et Pierpaolo SETTEMBRI (dir.), 2008, *The Institutions of the Enlarged European Union. Continuity and Change*, coll. Studies in EU Reform and Enlargement, Cheltenham, Edward Elgar, XII + 262 p.

Joseph Pestieau

Volume 41, numéro 3, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044924ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044924ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pestieau, J. (2010). Compte rendu de [Edward BEST, Thomas CHRISTIANSEN et Pierpaolo SETTEMBRI (dir.), 2008, *The Institutions of the Enlarged European Union. Continuity and Change*, coll. Studies in EU Reform and Enlargement, Cheltenham, Edward Elgar, XII + 262 p.] *Études internationales*, 41(3), 426–428. <https://doi.org/10.7202/044924ar>

habituel de l'*Eurostar* est déclenché par le désenchantement du pays d'attache, lui-même provoqué par une structure du marché du travail peu compatible avec les ambitions professionnelles des individus en question. L'arrivée dans une *Eurocity* offre au sujet tout un éventail de nouvelles opportunités. Favell poursuit l'enquête et démontre comment, avec le temps, les préférences et les besoins changent. Ces *Eurostars* vieillissent, et, pour plusieurs, finissent par vouloir s'installer pour de bon et fonder une famille, un dénouement difficilement imaginable étant donné l'impermanence de leur situation. Peu importe leurs diplômes, leur portefeuille ou leurs capacités d'adaptation, l'ultramobilité n'est pas une option viable à long terme.

Soulignons la singularité de la démarche employée. Il s'agit ici d'une étude ethnographique au niveau micro de ce qui s'avère être une anomalie statistique. L'auteur cherche à confronter son sujet directement, par l'entremise d'une soixantaine de longues entrevues menées autour d'un questionnaire semi-structuré. Toutefois, il importe de souligner les limites que suppose cette méthode. En choisissant un échantillon aussi petit que soixante individus, dont le tiers vient d'une élite globale, on s'approche dangereusement de l'insignifiance statistique. Bien que les entrevues aient été menées en profondeur sur une période de cinq années, on ne peut que constater que l'hypothèse de l'auteur devient vulnérable considérant l'échantillon. En choisissant de baser la collecte de données sur des expériences personnelles, l'auteur court un autre danger. Bien qu'on ne puisse qu'admirer la richesse que recèlent les entretiens menés par Favell, il demeure qu'en choisissant

d'analyser les propos de ses sujets, qui tiennent de la perception, il risque d'en arriver à un portrait biaisé de la réalité.

En définitive, l'intérêt d'étudier ces expatriés réside dans le fait qu'ils constituent l'essence de l'idéal dénationalisé européen. Une fois interrogés, on constate que ces sujets se perçoivent rarement comme des Européens. *Eurostars and Eurocities*, bien qu'il s'éloigne de la littérature scientifique conventionnelle, relance ainsi le débat sur la redéfinition de l'État-nation et de l'identité européenne. Celle-ci, sous laquelle les migrants tentent de se réfugier, n'est qu'une solution éphémère aux problèmes de départ, et ce, peu importe le degré d'intégration européenne.

Elizabeth CHRUN

Département de science politique  
Université de Montréal

### **The Institutions of the Enlarged European Union. Continuity and Change**

Edward BEST, Thomas CHRISTIANSEN  
et Pierpaolo SETTEMBRI (dir.),  
2008, coll. *Studies in EU Reform  
and Enlargement*, Cheltenham,  
Edward Elgar, XII + 262 p.

Ce livre a été écrit avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (2009) et après que l'Union européenne eut rassemblé 27 membres (10 nouveaux en 2004 et deux en 2007). Il envisage les effets des deux derniers élargissements sur les institutions de l'UE, mais commence par affirmer que ces effets ne peuvent être isolés. L'adjonction de nouveaux membres depuis 2004 a contribué à une certaine bureaucratisation, à une plus grande formalisation des prises de décision et à une montée de l'influence

des experts au détriment des acteurs politiques élus, mais d'autres facteurs ont aussi joué dans cette transformation. Par ailleurs, ce livre a été écrit trop peu de temps – à la fin de 2007 – après les élargissements de 2004 et 2007, et les auteurs rappellent qu'ils ne peuvent donc tirer des conclusions définitives. Bref, le lecteur est averti qu'il entre dans une étude où la prudence, la modestie et la nuance sont de rigueur quand on parle des effets des derniers élargissements.

Ces effets sont examinés dans diverses institutions de l'UE : Conseil des chefs d'État ou de gouvernement, Conseil des ministres, Commission européenne, Parlement européen, Cour de justice, Banque centrale européenne, Comité économique et social et Comité des régions. Ce qui ressort généralement de cet examen peut se résumer par une remarque faite à propos de la Cour de justice, mais qui vaut aussi pour les autres institutions de l'UE : la culture en place au sein de la Cour a été plus forte que les cultures nationales des nouveaux arrivés et leur a montré ce qu'ils avaient à faire. Pourtant, l'entrée dans l'UE de 12 nouveaux membres relativement pauvres et peu habitués aux pratiques de la démocratie libérale et l'introduction de plusieurs nouvelles langues avaient fait craindre une adaptation très difficile pour l'UE. Il est évidemment trop tôt pour savoir ce que sera cette adaptation, mais, jusqu'ici, elle se fait plutôt bien en dépit des remarques qui suivent.

Les nouveaux membres, du moins ceux qui sont assez grands pour avoir des régions distinctes, semblent avoir des difficultés à se reconnaître une certaine autonomie. Ce phénomène tient à la faiblesse de la société civile, mais aussi à une tradition de centralisme.

En outre, la diversité des intérêts à réconcilier dans une UE rend la législation de celle-ci plus laborieuse et plus complexe.

Les deux derniers élargissements ont aussi beaucoup compliqué les problèmes de traduction et d'interprétation au sein de l'UE. La langue de travail acceptée de tous est de plus en plus l'anglais, ce qui ne signifie pas que les participants aux débats soient tous à l'aise dans cette langue. Par ailleurs, comme beaucoup de documents de travail ne sont pas traduits dans toutes les langues de l'UE, les autorités des différents États membres n'ont pas toutes le loisir d'en prendre connaissance et de donner leur avis sur ces documents. Cela est surtout le cas pour les nouveaux membres. La coordination de leurs positions nationales au sein de l'UE en souffre. Pourtant, leur coopération avec la Commission demeure excellente et meilleure qu'elle ne l'est pour les anciens membres.

Une question intéressante, mais à laquelle on ne peut apporter une réponse claire, concerne les ententes négociées entre États membres et entre partenaires publics et privés, ententes aboutissant à des autorégulations ou à des codes de conduite non coercitifs. Ces ententes que l'on peut qualifier d'informelles sont courantes au sein de l'UE et peuvent suppléer aux lois formelles ou faire mieux que ces lois. Comment les nouveaux membres se prêteront-ils à l'élaboration de telles ententes ? Comment s'y conformeront-ils ?

Contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, il ne s'est pas formé une coalition des nouveaux membres de l'Europe de l'Est. En général, les coalitions sont devenues plus variées, plus

instables et plus imprévisibles depuis l'élargissement.

Ce livre ne donne pas lieu à des conclusions fermes et peut donc paraître décevant. Par ailleurs, il offre un tableau rassurant au sujet des conséquences des derniers et importants élargissements : ces derniers n'ont pas causé de problèmes majeurs à l'UE, celle-ci s'y est soigneusement préparée et fait preuve d'une remarquable continuité, alors qu'on a pu craindre le pire. Elle a assimilé ses nouveaux membres et s'est adaptée à eux, faisant preuve de flexibilité. L'intérêt de ce livre tient surtout aux informations qu'il offre sur la marche quotidienne de l'Union et sur la façon dont elle a pu améliorer son efficacité à travers les difficultés et les défis rencontrés. En fin de compte, on peut dire que les deux derniers élargissements ont sans doute renforcé la tendance à recourir à des voies informelles et technocratiques pour résoudre des problèmes de plus en plus complexes, et cela compromet la transparence et la légitimité du fonctionnement de l'UE. Ce n'est pas un problème nouveau, mais il se pose de façon nouvelle.

Joseph PESTIEAU

*Cégep de Saint-Laurent, Montréal*

#### MOYEN-ORIENT

##### **The Epicentre of Crisis. The New Middle East**

*Alexander T.J. LENNON (dir.), 2008,  
Cambridge, MA, MIT Press, 363 p.*

Cet ouvrage est une compilation de 20 articles déjà publiés dans la revue *The Washington Quarterly* cherchant à offrir une explication et une analyse aux défis sécuritaires auxquels doivent faire face, après les événements du 11-Septembre,

six pays du Moyen-Orient, à savoir l'Arabie saoudite, la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan.

Disons d'emblée que ce livre ne vise pas un public de spécialistes. Il s'adresse plutôt à quiconque veut comprendre la nouvelle donne sécuritaire des pays mentionnés ci-dessus avec une information bien synthétisée sans s'inspirer d'une grille d'analyse théorique permettant d'établir un fil conducteur des problèmes politiques au Moyen-Orient ou une approche identifiant les aspects essentiels de leur compréhension et de leur résolution.

L'ouvrage part de l'idée – largement acceptée par plusieurs spécialistes de la région – selon laquelle le conflit israélo-arabe demeure l'élément structurant des rapports interétatiques et l'épicentre de la donne stratégique régionale. Mais il n'est pas le seul car les problèmes de cette région sont multiples et divers et les théâtres de violence ne cessent de s'y accroître.

L'avantage des textes portant sur l'Arabie saoudite est de montrer le poids de l'histoire et celui du pétrole dans le maintien du partenariat stratégique entre ce pays et les États-Unis malgré des attaques des médias américains à l'encontre du premier en raison de l'implication de 15 Saoudiens parmi les 19 auteurs dans les attentats du 11-Septembre. Au-delà des divergences d'appréciation qui persistent toutefois sur la politique à adopter face aux situations de paix ou de guerre que connaît la région (processus de paix, Liban, Irak), la poursuite de ce partenariat fondamental s'explique par la logique historique et pétrolière qui cristallise un intérêt commun selon lequel l'Arabie saoudite maintient l'approvisionnement du pétrole en échange de la protection